

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 13

Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JEAN GARON

Ministre de l'agriculture

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet vise essentiellement à augmenter le montant maximum d'un prêt qui peut être consenti en vertu de la loi. Il prévoit également que l'autorisation de l'Office du crédit agricole du Québec doit être obtenue pour le consentement d'un tel prêt dans les cas et les limites fixés par règlement. Le projet limite l'obligation de répondre à des critères de besoin établis par règlement au seul cas où un emprunteur désire bénéficier du remboursement d'intérêt prévu par la loi. Le projet prévoit qu'un prêt peut être consenti à un emprunteur pour lui permettre de rembourser un solde de prêt existant lors de sa réinstallation sur une autre ferme.

Art. 1. L'article 1 de ce projet augmente de \$50,000 à \$100,000 le montant total maximum d'un prêt qui peut être consenti à un emprunteur en vertu de la loi, par une banque ou par une caisse d'épargne et de crédit et supprime la disposition de la loi qui oblige l'emprunteur à répondre aux critères de besoins établis par règlement.

Art. 2. L'article 2 prévoit que dans les cas établis par règlement l'autorisation de l'Office du crédit agricole du Québec, au lieu d'un simple avis de ce dernier, doit être obtenue préalablement au consentement d'un prêt.

Art. 3. L'article 3 établit pour les fins de l'article 1 du projet de loi le mode de calcul du montant total dû par un emprunteur selon qu'il s'agit d'un agriculteur ou d'un aspirant-agriculteur, d'emprunteurs conjoints ou de propriétaires indivis considérés comme un agriculteur.

Projet de loi n° 13

Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 3 de la Loi de l'amélioration des fermes (Statuts S.R., refondus, 1964, chapitre 109), modifié par l'article 3 du chapitre 40 c. 109, a. 3, des lois de 1965 (1^{re} session), remplacé par l'article 2 du chapitre 43 mod. des lois de 1969, modifié par l'article 2 du chapitre 33 des lois de 1972 et remplacé par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

«**3.** Une banque ou une caisse peut consentir à un emprunt-Montant teur, pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 4, maximum d'un prêt. un prêt qui ne doit en aucun cas excéder \$100,000.

Un même emprunteur peut obtenir plus d'un prêt à condition Plus d'un que le montant du dernier prêt qu'il obtient ajouté au solde dû prêt. en principal, par succession ou autrement, sur tout prêt déjà obtenu et déterminé en la manière prévue à l'article 3b ne dépasse jamais le maximum de \$100,000.»

2. L'article 3a de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 S.R., des lois de 1975, est modifié: c. 109, a. 3a, mod.

a) par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots «l'avis de l'Office du crédit agricole du Québec doit être obtenu» par les mots «l'autorisation de l'Office du crédit agricole du Québec doit être obtenue»;

b) par l'addition de l'alinéa suivant:

«L'autorisation requise aux fins du premier alinéa est donnée Personne par toute personne désignée à telle fin par l'Office.» désignée.

3. L'article 3b de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1975, est remplacé par le suivant: S.R., c. 109, a. 3b, remp.

Art. 4. L'article 4 précise que pour bénéficier du remboursement d'intérêt prévu dans la loi un emprunteur doit répondre aux critères de besoin établis par règlement.

Art. 5., 6. Les articles 5 et 6 élargissent les fins du prêt en permettant le remboursement d'un solde de prêt au moyen d'un nouveau prêt dans le cas d'un emprunteur qui, par suite de l'aliénation ou de l'expropriation de sa ferme, se réinstalle sur une autre ferme.

«3b. Le montant total dû par un emprunteur en vertu de la présente loi ne doit en aucun temps excéder \$100,000 en principal, sauf quant aux dettes qui lui échoient par succession subseq-
Limite du montant dû par un emprunteur.
 uement au dernier emprunt qu'il a contracté et qu'il n'a pas totalement remboursé.

Pour établir ce montant de \$100,000 dans le cas d'un emprunteur qui est un agriculteur ou un aspirant-agriculteur, il est tenu compte:
Agriculteur, aspirant-agriculteur.

a) du solde dû individuellement par lui sur tout prêt qu'il a obtenu ou dont il a assumé le paiement; et

b) de sa part relative du solde de tout prêt qu'il a déjà obtenu conjointement avec toute autre personne ou dont il a assumé le paiement conjointement avec toute autre personne.

Pour établir le montant de \$100,000 mentionné au premier alinéa, dans le cas d'emprunteurs conjoints ou de propriétaires indivis considérés comme un agriculteur, il est tenu compte:
Emprunteurs conjoints, propriétaires indivis.

a) du solde dû par eux sur tout prêt qu'ils ont déjà obtenu en cette qualité ou dont ils ont assumé le paiement;

b) du solde dû par chacun d'eux sur tout prêt qu'il a déjà obtenu individuellement ou dont il a assumé le paiement individuellement; et

c) de la part relative du solde de tout prêt que chacun d'eux a obtenu conjointement avec toute autre personne ou dont il a assumé le paiement conjointement avec toute autre personne.»

4. L'article 3c de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1975, est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot «emprunteur», des mots «répondant aux critères de besoin établis par règlement».
S.R., c. 109, a. 3c, mod.

5. L'article 4 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 40 des lois de 1965 (1^{re} session), modifié par l'article 3 du chapitre 43 des lois de 1969 et par l'article 3 du chapitre 33 des lois de 1972 et remplacé par l'article 3 du chapitre 35 des lois de 1975, est modifié par l'addition, après le paragraphe 9° du premier alinéa, du paragraphe suivant:
Id., a. 4, mod.

«10° remboursement du solde d'un prêt existant, dans le cas prévu à l'article 9.»

6. L'article 9 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 40 des lois de 1965 (1^{re} session), remplacé par l'article 6 du chapitre 43 des lois de 1969, modifié par l'article 5 du chapitre 33 des lois de 1972 et par l'article 6 du chapitre 35 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:
Id., a. 9, remp.

Art. 7. L'article 7 prévoit le paiement des dépenses encourues pour l'application de la loi.

«**9.** Un emprunteur qui, à l'occasion ou à la suite de l'alié-
 nation ou de l'expropriation de sa ferme, se réinstalle sur une autre
 ferme, peut obtenir un prêt pour la fin prévue au paragraphe 10°
 du premier alinéa de l'article 4.»

Prêt suite
à l'alié-
nation,
etc., de la
ferme.

[[**7.** Les dépenses encourues pour l'application de la présente
 loi au cours de l'exercice financier 1978/1979 sont payées à même
 le fonds consolidé du revenu.]]

Dépenses
encourues.

8. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée
 par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions
 exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur
 à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du gouver-
 nement.

Entrée en
vigueur.